



## Compte Rendu de l'audioconférence du 27 mars 2020 avec les organisations syndicales

**Comme à chacune des audioconférences avec la DDFiP 64, toutes les organisations syndicales du département (CGT, Solidaires, FO et CFDT) étaient invitées et représentées.**

Mme CHEYLAN a dans un premier temps fait un point sur la situation actuelle :

381 agents sont affectés sur les missions prioritaires, dont 142 en présentiel par roulement, 44 en télé-travail avec le matériel adéquat, 14 à partir de leur matériel personnel.

546 agents sont en autorisation spéciale d'absence, garde d'enfants ou arrêt maladie.

La Direction a recensé 10 cas suspects d'infection depuis le début du confinement. Le suivi est fait en lien avec le médecin de prévention et les assistantes sociales. Les agents infectés sont mis en quatorzaine, ainsi que les collègues ayant été en contact, et une désinfection des locaux est effectuée.

Au vu de couacs avec un chef de service, il a été rappelé que les agents confinés chez eux et n'ayant pas d'autorisation permanente pour se déplacer sur le lieu de travail ne doivent pas se rendre sur place.

La direction, comme elle l'avait déjà indiquée suite à une intervention des représentants CGT Finances Publiques 64, s'est engagée à transmettre à chaque agent l'attestation dérogatoire de l'employeur avant tout retour dans les services y compris en lui amenant à son domicile.

La date de fin du confinement n'est à ce jour pas connue. Le gouvernement a annoncé la prolongation jusqu'au 15 avril.

Les agents avec suspicion d'infection ne doivent revenir au travail qu'après avis du Dr NITU.

Mme CHEYLAN nous a informés de la mise en quatorzaine à compter du 23 mars de 19 agents au SPFE de Bayonne suite à la suspicion de contamination d'un agent par le COVID 19.

Le mopieur de l'étage a été repéré par le médecin de prévention comme le point de contact commun du groupe des agents mis en quatorzaine.

**Pour cette raison les représentants CGT ont demandé à ce que des lingettes désinfectantes ou des sprays désinfectants soient mis à disposition à proximité des mopieurs dans chaque service de la DDFiP 64.**

Mme CHEYLAN s'est engagée à répondre au plus vite à notre demande mais a souligné que l'efficacité de cette décision était aussi liée au comportement des agents qui devront systématiquement utiliser les produits mis à leur disposition.

Un marché national a été lancé pour le déploiement de masques de protection et de gel hydroalcoolique.

Les trésoreries hospitalières, les services d'accueil ainsi que les services qui assurent l'impression des DPR devraient être dotés en priorité.

A ce jour, la DDFiP 64 a été contactée uniquement pour des commandes de masques de protection. Une commande de gel hydroalcoolique a été passée en local, la livraison est en cours.

Comme indiqué lors du compte rendu de l'audioconférence nationale, des vitres en plexiglas devraient également être déployées dans les accueils.

**Les dates de la campagne IR ne sont à ce jour pas modifiées. L'accueil se fera aussi longtemps que nécessaire sur rendez-vous.**

**La Direction doit réfléchir également à la gestion du courrier. Certains préconisent de laisser celui-ci au moins 24 h dans une bannette avant de le manipuler. L'avis du médecin de prévention pourrait être sollicité.**

Nous avons demandé à la direction si elle avait vérifié la cohérence et la pertinence des Plans de Continuité d'Activité (PCA) des SIP du département.

Mme CHEYLAN nous a répondu positivement tout en soulignant que des collègues affectés sur des tâches non prioritaires pourront être sollicités sur des missions prioritaires.

Le redéploiement des ordinateurs portables continue et s'adapte au PCA et à la situation des agents.

La Direction étudie les situations au cas par cas. Elle admet qu'il est impossible pour des collègues qui gardent leurs jeunes enfants à la maison de pouvoir télétravailler dans des conditions normales.

De plus, sont apparus des problèmes de zones blanches, de défaillance du réseau empêchant le télétravail pour certains agents.

La distribution des ordinateurs doit donc se faire après discussion avec l'agent et son chef de service pour en mesurer l'efficacité.

Ainsi de nouvelles possibilités d'affectation sont proposées régulièrement à des agents en attente de télétravail. Par exemple, le centre de contact pourrait être doté prochainement de nouveaux ordinateurs portables puisqu'à ce jour seuls 2 collègues sont équipés pour télétravailler.

Nos collègues des services informatiques sont aujourd'hui tous mobilisés pour mener à bien cette tâche.

De même, le service RH qui fonctionne également à effectif restreint est fortement sollicité pour mettre à jour les absences dans SIRHIUS et s'adapter aux consignes qui arrivent quotidiennement.

Concernant les congés déposés dans SIRHIUS durant la période de confinement, seules les demandes non validées doivent être annulées.

Pour les congés validés la question doit être tranchée au niveau national.

**La CGT Finances Publiques défendra bien évidemment le principe d'annulation de tous les congés déposés durant la période de confinement !**

Un projet d'octroi de places pour les enfants d'agents de la DGFIP dans des crèches réservées est en projet. Comme d'autres organisations syndicales, nous rejetons cette idée. Ces structures de garde doivent être réservées exclusivement aux personnels soignants et aux forces de l'ordre parce qu'ils exercent des missions de haute priorité.

De plus, nous pensons qu'il faut également limiter l'accueil des enfants et donc la transmission du virus.

La prochaine audioconférence se tiendra vendredi prochain avec 2 points d'information qui nous seront envoyés mardi et jeudi.

Les représentants CGT présents à l'audioconférence  
Anne SEGUIER – Eric MANRY